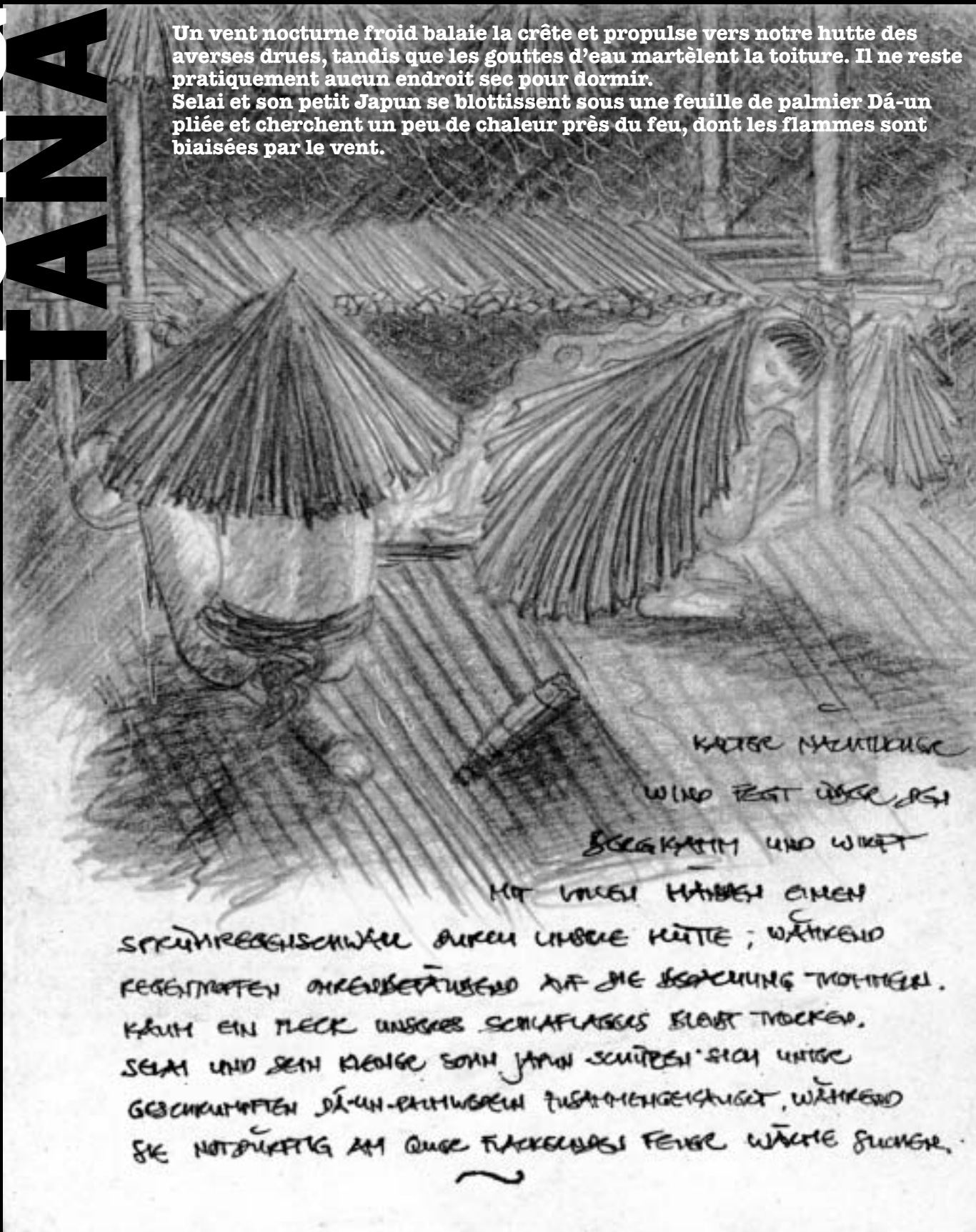


TONG TANA

Bruno-Manser-Fonds

Un vent nocturne froid balaie la crête et propulse vers notre hutte des averses drues, tandis que les gouttes d'eau martèlent la toiture. Il ne reste pratiquement aucun endroit sec pour dormir.

Selai et son petit Japun se blottissent sous une feuille de palmier Dá-un pliée et cherchent un peu de chaleur près du feu, dont les flammes sont biaisées par le vent.



KALTER NACHTLICHE

WIND REISST ÜBER DER

BOCKHUTTE UND WIRFT

MIT VIELEN HÄNDEN EINEN

STURMREGENSCHWALLEN DURCH UNSERE HÜTTE ; WÄHREND
REGENTROPFEN OHNEBETÄUBEND AUF DIE BEDECKUNG TRÖFFELN.

KÄHM EIN FLECK UNSERES SCHLAFPLATZES BLEIBT TROCKEN,
SELAH UND SEIN KLEINE SOHN JAPUN SCHÜTZEN SICH UNTER

GESCHÜTTELTEN DÁ-UN-PALMWEREN ZUSAMMENGEKLEBT, WÄHREND

SIE NOTDÜRFTIG AM QUER FLACKENDESI FEUER WÄRME SUCHEN.



«L'homme est mauvais.» J'ai souvent entendu cette phrase quand, il y a 20 ans, j'ai commencé à être confronté au monde, révolté par des aspects inhumains que nous tolérons par peur de perdre notre bien-être matériel.

Aujourd'hui, les sciences économiques et politiques qui font autorité considèrent que les criantes injustices sociales et les crimes écologiques qui se produisent sous le couvert de la notion anodine de «globalisation» **découlent d'une loi naturelle**. L'explosion des besoins de la société de consommation est citée à l'appui de cette théorie.

L'égoïsme et le matérialisme ne sont pourtant pas des lois de la nature. Bloqué par un glissement de terrain en février dernier, un fonctionnaire de l'administration forestière du Sarawak a déclaré à la *Tribune* que «la catastrophe aurait pu être évitée si les arbres n'avaient pas été abattus sur la colline».

Dans un rapport sur les menaces qui pèsent sur les sols dans le monde, la commission scientifique consultative du gouvernement allemand écrivait en 1994: «Les sols constituent une base vitale essentielle pour l'humanité, à laquelle nous n'avons pas prêté suffisamment attention jusqu'à présent. Considérés ensemble, les innombrables processus locaux représentent un problème environnemental d'importance mondiale, qui exige des mesures politiques urgentes.»

La commission a répertorié 12 types d'atteintes au sol et a baptisé chacun du nom d'un site caractéristique à cet égard. Ainsi, le **syndrome du Sarawak** représente au plan mondial l'exemple d'une destruction du sol consécutive à la surexploitation des forêts.

En 1989, l'Organisation internationale des bois tropicaux OIBT est arrivée à la même conclusion et a recommandé – sans succès – au Sarawak de réduire drastiquement l'exploitation.

Les deux institutions ont fondé leurs conclusions sur des arguments économiques. Les ressources naturelles ne sont pas inépuisables: leur pillage se solde par la perte de sources de revenus et par des coûts divers liés aux conséquences du pillage.

L'industrie des bois tropicaux en est consciente. Elle rend les pays industriels responsables, «ces pays n'étant pas prêts à financer une exploitation forestière durable en région tropicale.» (Mahathir, premier ministre de Malaisie, dans *The Star*, 15.3.02).

Au Sarawak, les glissements de terrain et les boues torrentielles ont coûté la vie à 16 personnes, mais beaucoup d'autres ont perdu tout ce qu'elles avaient. Cela n'a pas empêché l'industrie du bois du Sarawak d'annoncer pour les années 2000 et 2001 des exportations de bois d'une valeur de 5,5 milliards de francs suisses.

En fait, les slogans de la doctrine globalisatrice – qui vont de la «lutte contre la pauvreté» au «bien-être pour tous» – sont à la racine du mal.



Le syndrome du Sarawak

Les partisans de la globalisation attendent des protecteurs de l'environnement qu'ils assument une importante mission dans le domaine de l'information du public. Mais quand il s'agit de répondre aux vœux d'une population consciente de ses responsabilités, le complexe politico-économique justifie son inaction par les «lois naturelles» de la globalisation et de l'organisation mondiale du commerce OMC.

En Suisse, 90% de la population saluerait une interdiction d'importer du bois provenant de forêts tropicales en cours de destruction (OFEFP 1998) et dans l'UE, 80% de la population estime l'industrie des bois tropicaux responsable de la destruction des forêts pluviales (Waldinstitut Universität für Bodenkultur, Vienne, Autriche, 1998).

Aussi longtemps que des politiciens de chez nous ne sont pas en mesure de répondre aux souhaits du public en raison des «lois naturelles» évoquées ci-dessus, nous continuerons d'assumer la coresponsabilité de cette destruction de bases vitales.

L'**impuissance** face à la globalisation nous rapproche des Penan et autres groupes «marginiaux». Nous devons veiller à ce qu'après l'injustice, l'impuissance ne soit pas à son tour déclarée «loi naturelle».

Il faut que nous sortions de cette attitude craintive, de ce délire de la réalisation et de la croissance à tout prix. Nous avons besoin d'alternatives à un sens de la vie qui se limite au profit personnel, de concepts sociaux nouveaux et durables, et de personnes qui aient le courage d'imaginer des modèles cohérents, d'y travailler et de les mettre en œuvre.

Dans ce processus, nous pouvons nous inspirer des peuples indigènes, de leur vision interactive du monde, de leurs modes d'exploitation durables et de leur intuition.

Dans son livre alarmant *«L'avenir de la vie»*, le biologiste renommé Edward O. Wilson écrit: «Nous avons besoin de la nature, notamment de ses sanctuaires de vie sauvage. C'est le monde étranger auquel notre espèce doit son émergence, notre patrie sûre vers laquelle nous pouvons retourner. Elle nous offre la diversité nécessaire à notre esprit.»

Nous croyons à cet esprit! Avec votre soutien, nous poursuivrons notre lutte pour l'avenir de la vie.

John Künzli



Cette barricade à Long Pengaran ...



... a été rasé par des militaires le 8 Mai.

La situation actuelle chez les Penan

jk – Dans la région des sources du fleuve Baram subsiste la plus grande surface de forêt intacte du Sarawak. Depuis quelques décennies, les Penan y mènent une vie semi-nomade. Ils habitent dans des maisons et cultivent du riz, mais la plus grande partie de leurs besoins en nourriture, remèdes, matériaux de construction etc. sont toujours couverts par des produits forestiers. Vers la fin des années 1980, les Penan ont à plusieurs reprises arrêté les bûcherons par des barricades. Mais en 1993, après plus de huit mois de résistance près de Long Sebatu, une intervention militaro-policière s'est terminée par l'anéantissement d'un village (intervention au cours de laquelle le petit Sonny était décédé d'une exposition excessive aux gaz lacrymogènes).

Dès ce moment-là, la société **Samling** et le gouvernement du Sarawak cherchèrent à exploiter le dernier grand gisement de bois de la région par des moyens non conventionnels: on promit aux Penan de tenir compte de leurs besoins et d'exploiter leur forêt avec ménagement. La **société allemande de coopération technique GTZ** proposa son aide et développa avec la Samling et les autorités forestières un projet dénommé FOMISS (système de gestion forestière pour le Sarawak). Les trois partenaires du projet s'appliquèrent à obtenir l'accord des Penan. Bien que qualifiés par le projet de partenaires de plein droit, les Penan auraient vu leur «participation» réduite à une approbation finale. Ils ont refusé, ayant déjà reçu trop de promesses non tenues de la Samling et du gouvernement. La GTZ a rendu Bruno Manser responsable de l'échec, ce qui prouve qu'elle non plus ne considère pas les Penan comme des hommes libres et égaux.

L'an passé, la GTZ a quitté le Sarawak en laissant à une firme super-riche et dénuée de scrupules un plan de gestion forestière financé à coups de millions par les contribuables allemands.

La Samling a commencé la mise en œuvre de ce plan

En février, des spécialistes ont expertisé la forêt près de Long Sepigen (env. 30 familles et 80 personnes) et de Long Kerong (45/230). A Long Kerong, la situation s'était déjà envenimée en 1997, quand plus de 70 Penan avaient voulu négocier avec des employés de la Samling et qu'une intervention militaire brutale («Nous allons bombarder le village!») s'était soldée par 14 blessés et 4 arrestations (voir lettre-circulaire d'avril 1997). Plus tard, les 4 Penan ont été libérés, mais aucune procédure disciplinaire ne fut ouverte contre les paramilitaires.

En mars 2002, la **Samling** a investi la forêt de Long Lai

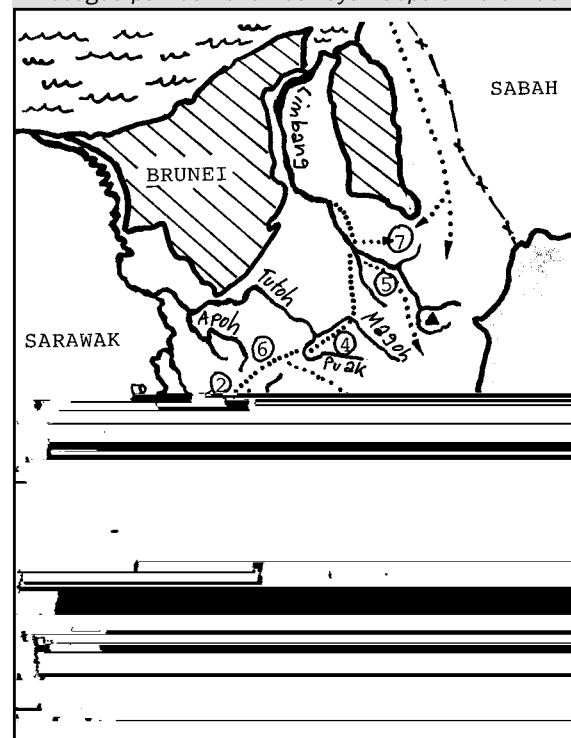
(27/100). A nouveau, les Penan ont cherché à négocier – sans succès jusqu'ici.

Les villages Penan de Long Benali (16/85) et de Long Pengaran (4/30) sont exposés à la destruction de leur espace vital par l'**Interhill-Company**. Cette société se base sur un accord conclu avec les Kelabit de Long Leleng, qui l'autorise à exploiter le bois. La barricade érigée par les Penan de Long Pengaran le 2 mai a été rasée par trois pelotons le 8 mai. Diz bulldozers travaillent d'arrache-pied dans le territoire.

Une vague de résistance

Dans le bassin versant des fleuves Limbang et Baram, au moins six barricades ont été érigées depuis le 27 mars. Il n'y en avait pas eu autant depuis dix ans! Le signal a été donné par les Penan de Long Sayan et Long Belok, qui avaient déjà bloqué à de réitérées reprises (au cours de ces 18 derniers mois) les dessertes de la firme **Interhill Sdn**, sous la direction du très expérimenté chef Ajeng Kiew. Après trois jours, un accord a été conclu avec Interhill. Toutefois, il a été dénoncé un peu plus tard par les Penan, leurs requêtes n'étant pas suffisamment prises en compte et les pourparlers suivants étant restés sans résultat. Le 18 avril, les Penan barrèrent à nouveau les voies d'accès. Le conflit n'est pas résolu.

Blocages par les Penan et Kayan depuis mars 2002



La deuxième barricade a été construite par les Penan du fleuve Patah, également sur une route de l'**Interhill-Company**. Le manager de cette société a accepté toutes les exigences des Penan et les a convoqués à Marudi pour signer l'accord en présence des autorités du district. Mais le jour prévu, aucun représentant d'Interhill n'était à Marudi, si bien que les Penan rentrèrent chez eux et rétablirent leur barricade. Actuellement, cinq villages participent à cette opération.

Les Penan nomades se défendent

Un troisième barrage a été érigé le 8 avril par les nomades de la région de Magoh (près de la rivière Tutoh), menés par Guman Megut. Ce groupe lutte contre la **Woodman Company**. Le barrage a été levé cinq jours plus tard, la Woodman Co. ayant retiré son matériel de la forêt des nomades. Mais ceux-ci craignent que la firme revienne, comme elle l'a toujours fait par le passé. Les Penan réclament la reconnaissance de leurs droits fonciers par le gouvernement du Sarawak. La quatrième barricade a été édiflée le 10 avril par des nomades penans près de la rivière Madihit (région de Limbang), où travaille la **Tamex Timber Company**, une filiale de la multinationale Samling, qui détruit l'habitat des Penan depuis des décennies. Le 17 avril, la police s'est efforcée sans succès de faire lever le barrage. Il a pu être maintenu sans incidents jusqu'à fin avril. Le 10 avril également, le groupe d'Along Sega a barré la voie d'accès de la **Lee Ling-Company** (sous le nom de **Limbang Trading**, elle appartenait autrefois à l'ancien ministre de l'environnement James Wong). Bien que la police ait menacé de faire usage de gaz lacrymogènes, le barrage est resté en place jusqu'au 15 mai.

Les Kayan et les Kenyah protestent aussi

Une sixième barricade, installée début avril par les habitants du village de Long Bemang (près de la rivière Apoh) a donné lieu à un incident quand le responsable du dépôt de bois de la **Rimbunan Hijau-Company** (qui détruit cette forêt depuis des années) a tenté de forcer le passage. Les villageois l'ont ligoté selon la coutume ancestrale et l'ont amené à leur chef dans la longue maison. A la suite de cet incident, 32 Penan et Kayan furent appréhendés. Les villageois se défendent en arguant qu'ils ont dû s'emparer de cet homme agressif et insultant pour le protéger et calmer tout le monde.

Sources: Communiqué de presse SAM, 23.4.2002; Nouvelles des Penan d'Ulu Baram; The Star/Borneo Post, 18./28.4.2002; www.surforever.com/sam (Website Sahabah Alam Malaysia); www.earthisland.org/borneo/ (Borneo Project)

Quel développement pour les Penan?

Comme toujours, quand les premiers habitants du Sarawak se défendent contre les «améliorations» de

leurs conditions d'existence ordonnées par le gouvernement, la classe dirigeante ne cherche pas à approfondir le problème, mais reproche à des étrangers d'exploiter la misère des Penan dans leur propre intérêt.

C'est ainsi que se propagent des rumeurs selon lesquelles un «rajah blanc» (ou évidemment Bruno Manser) serait à l'origine de l'actuelle vague de résistance. Car selon le gouvernement du Sarawak, la situation des Penan est meilleure que jamais auparavant.

Le sénateur Balan Seling, qui s'occupe du «développement» des Penan, a laissé entendre le 27 décembre 2001 à la Sarawak Tribune que les Penan de la région de la rivière Tutoh auraient eux-mêmes chassé Bruno Manser après avoir réalisé que seul le gouvernement pouvait les aider.

En janvier 2002, nous avons reçu de l'ambassade de Malaisie des informations sur la situation actuelle des Penan:

- Les Penan ont reçu davantage d'aide de l'État que les autres Dayak.
- Les Penan sont autorisés à vivre de manière traditionnelle et à conserver leur culture.
- Les Penan peuvent profiter de la globalisation et des technologies de l'information.
- Le comité d'État qui s'occupe de la question des Penan aide ceux qui sont sédentarisés à améliorer

Guman Megut et son groupe bloquent la piste de la Compagnie Woodman; avril 2002



- leur niveau de vie en leur proposant des écoles et des dispensaires.
- L'État livre des équipements tels que ponts, conduites d'eau, moulins à riz, matériaux de construction, etc.
- Quatre centres médico-sociaux ont été créés pour les Penan.
- Au cours des 15 dernières années, la fondation d'État pour les Penan a investi 15 millions de ringgits (7 millions de francs suisses) pour sortir les Penan de la misère et pour les sédentariser.

Les Penan sont conscients que grâce à ce soutien de l'État, leur niveau de vie s'est considérablement amélioré...

Le département du Chief Minister du Sarawak rappelle que seules des terres cultivées peuvent être revendiquées par les premiers habitants. Certes, le gouvernement a permis aux Penan de poursuivre leur mode de vie traditionnel dans certaines forêts, mais dans le même temps, il autorise des «activités de développement» telles que le déboisement. **Il ne protégera aucune forêt pour les Penan. Ceux-ci doivent être préparés à un avenir «meilleur».** On sait qu'un plan prévoit de réunir les 12 000 Penan dans une nouvelle agglomération, au milieu de plantations de palmiers à huile. Là, ces esclaves mal payés des temps modernes travailleraient pour le marché globalisé de l'huile de palme.

Source: Chief Minister Department Sarawak, janvier 2002

Les Penan n'ont pas toujours été affamés, pauvres et malades

Évoquée par les Penan, l'aide au développement mise en œuvre par les autorités a un tout autre aspect. Comme l'État ne reconnaît des droits fonciers que sur des surfaces cultivées avant 1958, les Penan (qui jusqu'alors étaient nomades et vivaient de chasse et de cueillette) sont aujourd'hui les seuls natifs à ne posséder aucun titre de propriété foncière. Depuis plus de 20 ans, ils sont donc contraints de défendre leurs ressources vitales par des moyens désespérés. Toutes les prières et mises en demeure adressées au gouvernement, toutes leurs revendications et tous leurs droits légitimes demeurent ignorés. Le gouvernement n'a honoré aucune de ses promesses de protéger des forêts pour les Penan. Leur situation s'est clairement dégradée. Ils sont nombreux, autour des barricades, à en témoigner:

Ajeng Kiew, 50 ans, président de l'association des Penan du Sarawak et chef du village de Long Sayan (près de la rivière Apoh): «Nous avons demandé au gouvernement de protéger nos forêts communautaires, de construire des écoles et des dispensaires. Mais il nous a envoyé des bûcherons, et maintenant l'industrie des plantations. Qu'est devenu tout cet argent que le gouvernement a dépensé pour nous?»



Femme penan préparant du sagou.

Ayan Jelawing, 64 ans, de Long Beluk (près de la rivière Apoh): «Dans notre langue, Apoh signifie sagou. Nous étions les premiers dans cette région, et c'est nous qui avons donné ce nom au fleuve. Notre territoire a été respecté jusque dans les années 1980, quand des bûcherons sont venus et nous ont dit que nous n'avons aucun droit.»

Seman Ngang, 60 ans, de Long Kevok: «En réalité, le centre ouvert pour les Penan, ce n'est rien: le dispensaire n'a pas de médicaments, il n'y a même pas de téléphone, pas de véritable route. Où va l'argent que le gouvernement dépense pour nous?»

Lolie Mirai, de Long Leng (près de la rivière Layun): «Il était question de créer des réserves forestières pour les Penan, mais au lieu de cela, ce sont les bûcherons qui sont arrivés. Nous n'avons aucune expérience en agriculture et personne ne nous aide.»

Johnny Lalang, 37 ans, de Long Lunyim (près de la rivière Pelutan): «On nous traite comme des idiots. Ils n'ont aucun respect pour nous. Avant de vouloir nous apporter le développement, le gouvernement doit nous respecter. Tout ce que nous voulons, c'est notre forêt!»

Lep Selai, nomade de la région du fleuve Limbang: «Ma femme est morte après avoir bu l'eau de la rivière. Des membres de ma parenté se sont sédentarisés, mais ils ont dû repartir en raison de la famine. Nous ne mangeons pas d'animaux domestiques, seulement les animaux sauvages de la forêt, c'est notre coutume.»

Nyagung Malin, nomade de la région du Puak: «Avant l'arrivée des bûcherons, la vie était facile. Maintenant, nous avons faim. Si l'on veut vraiment nous aider, il faut nous donner notre forêt. Mes ancêtres n'avaient pas de longues maisons, mais ils ont survécu!»

Peng Megut, nomade de la région du Magoh: «Le gouvernement a livré toute la forêt aux bûcherons. Mais la forêt, c'est notre supermarché. Autrement, où pourrions-nous prendre ce dont nous avons besoin. Nous sédentariser reviendrait à vendre notre forêt.»

Selai Segai, nomade de la région du fleuve Limbang: «Dites au président du comité pour les Penan et au premier ministre Mahathir que nos cours d'eau sont empoisonnés et que beaucoup d'entre nous sont malades. L'argent est vite dépensé, mais nos terres doivent continuer à nous nourrir. Elles n'ont pas été créées pour le gouvernement, ni par lui!»

Sources: Friends of the Earth Malaysia SAM ; Utusan Konsumer, mai 2002

L'aide au Penan

Le gouvernement du Sarawak voudrait définitivement sédentariser les Penan sur le modèle du très controversé projet de retenue de Bakun, dans le cadre duquel plus de 10 000 Dayak ont déjà été dépossédés et relogés dans la cité artificielle d'Asap. Or, ces gens ne cessent de se plaindre de la compensation misérable des pertes subies, des mauvaises infrastructures, de sources de revenus insuffisantes, etc.

Les Penan veulent rester maîtres de leur vie et de leur avenir, comme ils l'ont toujours été. Ils se battent pour la reconnaissance de leurs droits fonciers et de leurs droits d'usage légitimes. Bien que toutes leurs plaintes et requêtes soient restées infructueuses jusqu'ici, ils continuent de s'engager contre la destruction de leurs bases vitales en opposant une résistance pacifique mais déterminée.

Le BMF aide financièrement les Penan en cas de blocage de dessertes forestières, d'arrestations et de procédures judiciaires. Il soutient aussi un bureau de coordination chargé de la défense des intérêts des Penan. Il veille enfin au maintien des flux d'information, tant au Sarawak qu'au plan international.

Mais le soutien le plus efficace consiste à aider les Penan à se défendre eux-mêmes. Depuis le milieu des années 1990, ils établissent des plans détaillés des terres sur lesquelles portent leurs droits fonciers. Les noms des cours d'eau, des collines et des emplacements utilisés y figurent dans leur propre langue. Les Penan prouvent ainsi qu'ils vivent depuis longtemps dans les régions concernées. Par des moyens cartographiques appropriés (y compris la localisation par

satellite GPS), ils délimitent leur territoire sur une carte, y reportent les lieux de culte et de sépulture, les emplacements des anciennes huttes utilisées pour la chasse, etc. Une autre carte recense les ressources économiques de la forêt exploitées par les Penan: zones de chasse, peuplements de rotangs et de sagoutiers, arbres fruitiers plantés par eux, etc. Les dommages anciens ou récents causés à leur forêt par des bûcherons sont également répertoriés.

Toute la communauté participe à ces relevés. Puis les communes voisines doivent reconnaître les limites ainsi définies. C'est long et laborieux. Mais entrepris par les Penan eux-mêmes, ce travail renforce leur dignité et leur sentiment d'appartenance. Peu à peu, ils prennent conscience de leurs droits fonciers et de leurs droits d'usage. La possession de ces cartes qui prouvent indubitablement leur existence constitue un encouragement aux initiatives personnelles et à la résistance. Les cartes demeurent la propriété des Penan. Elles les aident à négocier avec les bûcherons et les autorités. Devant la justice, elles établissent la légitimité de leurs requêtes, même quand elles concernent des générations qui ne sont plus nées en forêt.

La cartographie – clé du succès

Les données réunies ces dernières années par les Penan avec le soutien d'experts (étrangers ou non) doivent être maintenant complétées et mises au net à l'aide d'avocats. L'achèvement cette année encore de la cartographie de huit communautés penan exige des moyens financiers supplémentaires, notamment pour la formation des porte-parole, l'acquisition d'appareils et l'engagement d'experts internationaux.

Parallèlement devraient débuter les travaux visant à documenter la cause des derniers nomades, ceux dont l'existence est le plus étroitement liée à l'établissement de tels documents.

Quand, en mai 2001, un jugement historique de la Haute Cour du Sarawak a attribué une surface de forêt vierge aux Iban de Rumah Nor (en qualifiant d'illégal l'octroi de la licence correspondante par le gouvernement), le juge s'était appuyé sur des cartes et autres documents établis par les Iban eux-mêmes. Par la suite, le Parlement a interdit le travail de cartographes non agréés, mais le tribunal est libre de décider quelles preuves sont admissibles.

Le 21 avril 2002, la Haute Cour de Malaisie occidentale s'est également prononcée en faveur des natifs: elle a attribué aux Orang Asli (premiers hommes) une surface de forêt et des indemnités pour les dommages subis (New Straits Times 21.4.2002). Les Orang Asli avaient aussi établi eux-mêmes les documents présentés. Divers cas, au Canada ou dans d'autres pays dont la législation est basée sur celle du Commonwealth (comme en Malaisie) permettent de penser que ces «Community-Mapping» ont de bonnes chances de succès.

Le sac au dos de Bruno était presque aussi grand que lui. En mars 2000, le temps a manqué pour descendre la ruche dans cet imposant figuier étrangleur.



Bruno Manser

jk – Le 19 décembre 2001, la Sarawak Tribune annonçait que le chef de la police du district de Marudi était revenu de la région d'Adang. Il y a questionné Along Sega et d'autres Penan sur la disparition de Bruno. Son enquête n'a révélé aucun fait nouveau: les nomades ne l'ont pas revu depuis longtemps et n'ont aucune idée de l'endroit où il pourrait se trouver. Datuk Yusoff Jaafar, chef de la police du Sarawak, a cependant communiqué que les recherches allaient être poursuivies, bien qu'aucun indice ne vienne étayer jusqu'ici l'hypothèse de son décès, voire de son assassinat.

Deux jours plus tard, la presse informait que les autorités du Sarawak rendraient les effets confisqués en 1986, quand Bruno avait échappé de justesse à l'arrestation.

A fin avril 2002, en effet, deux caisses de matériel (vieux sel, riz, lunettes à la John Lennon, remède antipaludique et filet de pêche) sont arrivées en Suisse. Malheureusement, les carnets de note que Bruno cherchait depuis des années à récupérer ne s'y trouvaient pas.

Les autorités malaisiennes ne croient pas que Bruno ait perdu la vie au Sarawak. Elles doutent même qu'il y soit entré. Elles spéculent qu'il est resté caché au Kalimantan (partie indonésienne de Bornéo).

Ce serait bien, mais cela paraît malheureusement peu probable. Le mouvement de résistance actuel au Sarawak prouve au moins que les efforts de Bruno n'ont pas été vains. L'esprit de Bruno anime toujours les Penan dans leur combat pour la survie. Et il nous donne la force de vivre dans l'incertitude quant à son sort.

Les ONG se retirent du Conseil malaisien de certification du bois

La procédure de certification ignore les intérêts des peuples forestiers

Une coalition d'ONG, d'associations de défense des natifs et de comités d'initiative communales ont exprimé leur inquiétude et leurs plus grandes réserves quant au projet du Malaysian Timber Certification Council (MTCC), qui vise à l'instauration d'une certification du bois malaisien.

Le mandat du MTCC était de définir des critères et des normes garantissant aux consommateurs nord-américains et européens sensibles aux aspects sociaux et écologiques que le bois malaisien est produit selon les principes de l'exploitation durable. A côté du MTCC, soutenu par le gouvernement, quelques ONG et délégations communales prenaient part à l'élaboration des directives malaisiennes. Mais au cours de ces travaux, toutes les délégations d'ONG, de communes et de communautés indigènes consultées se sont retirées en indiquant qu'elles ne pouvaient pas souscrire à ce projet. Voici un extrait de leur lettre.

Le MTCC rejette notamment la demande de la popula-

tion locale et des ONG d'instaurer un moratoire sur l'exploitation des forêts vierges et des régions dans lesquelles les premiers habitants exercent leurs droits fonciers et leurs droits d'usage. Cela démontre un manque total de compréhension pour les droits coutumiers des populations indigènes et pour les principes élémentaires d'une bonne gestion forestière.

Sincèrement intéressés à ce que la Malaisie pratique une sylviculture durable, nous avons accepté dès 1999 de participer aux travaux visant à l'amélioration des directives malaisiennes de gestion forestière. A plusieurs reprises, nous avons communiqué au MTCC une liste de points fondamentaux qu'il importe de prendre en considération avant qu'un programme de certification crédible puisse être mis en œuvre. Tous ces points se rapportent aux droits fonciers des peuples indigènes (champs et forêts) et à la subsistance des personnes qui vivent dans la forêt et à proximité.

Nous ne pouvons en aucune manière soutenir un certificat MTCC «de production durable du bois» qui ne reconnaît et ne protège pas les droits des tribus indigènes et autres communautés dont la survie dépend de la forêt. Le programme de certification du MTCC ne répond en effet ni aux directives de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT), ni à celles du Forest Stewardship Council (FSC).

Les principales réserves que nous formulons vis-à-vis du MTCC sont les suivantes:

- L'octroi de concessions d'exploitation, mais aussi la mise en place d'unités de gestion forestière et de zones protégées font perdre aux communautés villageoises leurs droits fonciers et leurs droits d'usage, et souvent aussi leur accès aux ressources. Beaucoup de régions ayant reçu de telles affectations font aujourd'hui encore l'objet de contestations parce qu'elles s'étendent partiellement ou entièrement sur des terres et des forêts sur lesquels les premiers habitants exercent leurs droits coutumiers, et dont ils revendiquent la propriété traditionnelle.
- En raison de l'usage de termes techniques et d'un

Sarawak-Malaisie

d'exploitation durable défini par la loi et par les plans de gestion est très différent de l'idée que se font les communautés concernées d'une sylviculture durable, c'est-à-dire la garantie de disposer pour les générations futures de nourriture, de plantes médicinales et autres produits de la vie quotidienne!

- Les droits des peuples indigènes sur leurs terres et leur forêt sont des droits particuliers, qui se distinguent des droits des autres usagers de la forêt. Le savoir et l'expérience pratique que ces peuples ont de leurs terres et de leur forêt, leur manière de les valoriser doivent être réellement et convenablement reconnus et respectés.
- Le déplacement forcé de communautés entières dans les unités de gestion conduit à la perte des droits fonciers et des droits d'usage. Les autorités chargées du développement décident souvent sans consultation préalable des communautés villageoises concernées, d'où un appauvrissement supplémentaire de celles-ci.
- La participation des habitants locaux et indigènes de la forêt ne doit pas se limiter à un petit nombre de chefs ou de membres des communautés. Une participation judicieuse des populations concernées exige qu'elles soient informées et consultées dans leur ensemble et qu'elles participent pleinement aux processus décisionnels. C'est alors seulement qu'elles peuvent valablement donner leur accord à un plan ou à la mise en œuvre de projets de développement concernant leurs terres ou leur forêt.

Leur vulnérabilité et leur impuissance sont exploitées sans aucune honte par le complexe politico-industriel.



Quels sont les besoins des Penan?

Nous avons demandé que la procédure de certification soit transparente, respectueuse et participative, et que tous les groupes concernés ayant un intérêt réel pour la gestion et la protection des forêts y soient systématiquement associés. Nous savons que le MTCC est en contact avec diverses sociétés de certification du bois tropical (Keurhout Foundation, Initiative Tropenwald, Tropical Forest Trust, FSC). Mais nous n'avons aucune idée de la nature de ces relations et du rôle joué par le MTCC dans toutes ces procédures. En ce qui concerne les directives de gestion forestière, nous avons insisté pour que les droits d'usage légaux et traditionnels (Adat) soient reconnus.

En Malaisie, les conflits au sujet de ces droits sont fréquents entre les communautés villageoises d'une part, le gouvernement et les détenteurs de licences et de concessions d'autre part. Ils doivent être pris au sérieux. Les atteintes aux droits des premiers habitants se répètent, mais la procédure de certification ignore cette réalité.

Par conséquent, nous avons dû admettre le fait que notre «participation» à la procédure de certification MTCC était faussement interprétée comme une approbation des directives MTCC. Nos objections réitérées n'ont jamais été prises en considération. Nous n'avions donc pas d'autre issue, en juillet 2001, que de renoncer à participer aux travaux du MTCC.

Nous regrettons profondément que l'industrie du bois et le MTCC déploient de grands efforts pour certifier le bois malaisien sans vouloir respecter les droits des communautés humaines touchées par l'exploitation forestière et sans manifester la moindre intention de prendre en considération leurs objections.

Source: Communiqué de presse de 14 ONG de toute la Malaisie (février 2002).



Les auteurs sous un des arbres les plus gros (avec des racines formant des contreforts et des grosses lianes) dans le Département de Madre de Dios au Pérou (2002)

Impressions du Pérou

Nous sommes à Puerto Maldonado, chef-lieu du département péruvien de Madre de Dios, dans le bassin amazonien. Un collègue de la région nous assure qu'il n'existe encore aucune coupe rase par ici. Une grande activité règne au port, près de l'endroit où le Tambopata se jette dans le Madre de Dios. Des moulins s'appliquent à moudre le riz; situées près de l'eau, les cultures («chacras») sont d'accès facile. Chargés de bananes et de manioc, des canots viennent ravitailler Puerto Maldonado.

Cette ville en rapide croissance abritait environ 10 000 habitants il y a dix ans; elle en compte près de 40 000 aujourd'hui. Un tel boom n'est pas dû à de grands investissements industriels: ce sont l'or, le bois et le tourisme qui promettent des revenus rapides aux Péruviens. De nombreux habitants des Andes descendent vers la forêt et la ville. Mais la forêt tropicale leur est étrangère. A leurs yeux, elle représente surtout une valeur pécuniaire.

Accompagnés d'un indigène, nous allons passer deux semaines dans cette forêt en remontant le cours du Río Las Piedras. Durant un jour et demi défilent devant nous les «chacras» des citadins et des petits paysans. Après tout, nous avons nous aussi nos jardins familiaux, pensons-nous.

C'est bientôt Noël. La plupart des bûcherons retournent en ville. Ils naviguent vers l'aval par groupes de 4 à 6 personnes (sans compter le propriétaire du bateau), tirant des radeaux faits de planches d'acajou. Actuellement, les bûcherons ne s'intéressent qu'aux bois qui rapportent le plus: l'acajou et le cèdre. En principe, c'est interdit par la loi. Mais par ici, presque personne n'a l'air de s'en soucier. Au port, le bois est tranquillement transbordé sous la surveillance des forces de l'ordre, avant de partir à destination des États industriels.

Comme, pour le moment, l'exploitation est «seulement» sélective, la vue de grandes coupes rases nous

est épargnée. Nous sommes heureux de pouvoir encore admirer une forêt pluviale intacte et demandons à notre ami de nous présenter les arbres et arbustes que nous rencontrons.

Mais par la suite, il est rare que nous repérions une espèce déjà connue: les différents exemplaires sont très éloignés les uns des autres. L'incroyable diversité de cette forêt ne permet qu'à très peu de représentants d'une espèce de croître au même endroit. Au cours de deux semaines de navigation (350 kilomètres), nous n'avons aperçu aucun des arbres si recherchés par les bûcherons. Même l'abattage sélectif d'arbres isolés conduit rapidement à la disparition des essences convoitées, pourtant vitales pour un certain nombre de plantes et d'animaux.

Pour l'heure, et aussi longtemps qu'il reste des cèdres et des mahagonis, les autres grands arbres demeurent préservés. Mais quand ces bois précieux auront disparu ou que d'autres s'avèreront plus lucratifs, ils seront recherchés et abattus à leur tour, sans le moindre scrupule. Un jour, il n'y aura plus de ceibos, plus d'ojés, etc.

La diversité de ces forêts tropicales aura encore bien davantage à craindre quand l'infrastructure ne se limitera plus aux canots à moteur et aux tronçonneuses, mais comprendra des routes, des tracteurs et de grandes scies à chaîne. Dans la ville qui s'agrandit, l'on n'attend plus que les moyens financiers qui permettront de réaliser ces idées démentielles.

Markus Oberli, Michael Studer

Commentaire

jrd – Le gouvernement péruvien veut faciliter l'accès des grandes industries du bois (aussi de compagnies malaisiennes) au bassin amazonien, afin d'augmenter les revenus de l'exploitation forestière. Pour l'environnement et les communautés amérindiennes, leurs méthodes brutales se traduiront par des atteintes beaucoup plus importantes que celles des petits groupes de bûcherons évoqués ici!

Forêt encore vierge sur le cours supérieur du Río Tambopata (Dép. Madre de Dios, Pérou; juillet 1993)



Huile de palme et destruction de la forêt pluviale

jrd – Nous consommons tous de l'huile de palme, car elle entre dans la composition des denrées les plus diverses: margarines, soupes, sauces, biscuits, gâteaux et parfois chocolat, le plus souvent sous l'étiquette peu explicite d'huiles végétales. Des produits tels que lessives (tenside), cosmétiques (par ex. bâtons de rouge à lèvres) et bougies en contiennent également. Que les importations d'huile de palme en Suisse se soient énormément accrues ces dernières années n'étonnera donc personne (voir graphique p. 11).

La culture

Le palmier à huile (*Elaeis guineensis*) est un arbre de 15 à 30 mètres originaire des plaines d'Afrique occidentale. Il est aujourd'hui cultivé dans une grande partie des régions tropicales du monde. Ses imposantes grappes portent des centaines de fruits. L'huile de palme brute (Crude Palm Oil) est obtenue par pressage de la chair des drupes. Elle est principalement utilisée pour la préparation de denrées alimentaires. Les graines fournissent une autre matière grasse («huile de noyau de palme»), employée notamment pour la fabrication de graisses de cuisine et de lubrifiants. Les résidus de pressage des graines sont surtout exportés vers l'UE, où ils servent à l'engraissement de bestiaux. L'huile de palme est l'huile végétale la plus consommée dans le monde après l'huile de soja.

Les palmiers à huile forment de gigantesques monocultures, qui exigent de grandes quantités d'engrais chimiques et de pesticides. Ces derniers altèrent l'eau potable, portent directement atteinte à la santé des rares employés (mal payés) des plantations et à la biodiversité des zones environnantes.

Comparé à d'autres cultures, le rendement à l'hectare de ces plantations est très élevé. Pour l'améliorer (et augmenter encore les revenus), on veut recourir à des palmiers génétiquement modifiés. Les risques pour les écosystèmes et les questions d'éthique ne sont guère pris en considération!

Une culture en pleine expansion

Au cours de ces dix dernières années, la production mondiale d'huile de palme a doublé, passant à environ 22 millions de tonnes par année. Cette culture occupe maintenant 100 000 km², et la demande croît sans cesse. Liée à peu de contraintes écologiques et sociales, la production à grande échelle d'huile de palme

est d'un coût particulièrement avantageux. Elle évince donc d'autres graisses et huiles sur le marché; aussi les graisses animales aujourd'hui moins cotées en Europe. Par ailleurs, la croissance de la population asiatique dynamise les ventes: les plus grands consommateurs sont alors des pays asiatiques (surtout Chine, Inde), suivis par l'Europe et les États-Unis. La moitié de la production mondiale vient de Malaisie: en Malaisie occidentale, où la plupart des forêts ont été anéanties, on peut circuler à journée faite à travers les monocultures de palmiers à huile. Des sociétés de production malaisiennes ont étendu leur activité à d'autres pays, par exemple à la Guyana (Amérique du Sud) et à la Guinée (Afrique occidentale).

L'Indonésie produit un tiers de l'huile de palme (presque 7 millions de tonnes en 2000), et elle souhaite rattraper la Malaisie. Ses plantations couvrent 31 000 km² (6000 km² en 1985, essentiellement à Sumatra). Le Nigeria, la Thaïlande et la Colombie sont également d'importants pays producteurs.

Les conséquences

La destruction de la forêt tropicale humide et l'expansion des plantations de palmiers oléagineux sont étroitement liées. La forêt primaire est d'abord exploitée «sélectivement». Quand les arbres les plus précieux ont disparu, le reste de la forêt est incendié et remplacé par une plantation. Cette opération est souvent réalisée par une autre firme du même groupe industriel. Mais à moyen terme, le sol lessivé ne convient plus. La plantation est abandonnée et une nouvelle zone de forêt de plaine doit être «convertie»...

Les incendies de forêt catastrophiques qui ont ravagé l'Indonésie en 1997/98 sont dus pour une grande part à des entreprises pour lesquelles le feu représente le moyen le plus économique de gagner de nouvelles surfaces. Dans des conditions écologiques et sociales pires que celles de la Malaisie, l'Indonésie cherche à dépasser le producteur mondial n° 1, sacrifiant pour cela ses dernières forêts de plaine et leurs innombrables organismes vivants.

Cette lutte insensée conduira à la surproduction d'huile de palme et à l'effondrement des prix. Mais la plupart des investisseurs et gouvernants ne s'en soucient guère et ne tirent pas de leçons du passé – de cas semblables où l'on a misé massivement sur des produits momentanément lucratifs (caoutchouc, café, etc.) jusqu'à ce que la surproduction et de nouveaux développements entraînent toute la branche dans la ruine.

Ici les palmiers à huile poussent en rangs bien alignés.



Le bon exemple de la Migros

La plus grande chaîne de commerces de détail, la Migros, est aussi le plus grand importateur d'huile de palme de Suisse, avec plus de 3000 tonnes par année. A l'incitation du BMF et en collaboration avec le WWF, elle a pris des mesures pour se fournir en huile de production durable. Elle a trouvé une première entreprise répondant à ses exigences: la GOPDC au Ghana, qui lui livre 1000 tonnes par année (près d'un tiers de sa consommation annuelle). Son assortiment de graisses et de margarines est déjà entièrement à base d'huile de palme ghanéenne «durable». D'autres fournisseurs sont recherchés, afin qu'à moyen terme, toute l'huile provienne d'exploitations conscientes de leurs responsabilités.

Les principaux critères de la Migros sont les suivants:

- N'est pas admise l'huile de palme provenant de plantations pour lesquelles des surfaces ont été déboisées après 1994 (il importe d'empêcher de nouvelles déforestations).
- La culture doit être écologique et ne tolérer qu'un apport raisonnable de produits chimiques. La préférence est donnée à la production biologique.
- Les producteurs doivent respecter la législation en vigueur (dans beaucoup de pays où règne la corruption, cela ne va pas de soi). En outre, des normes sociales minimales doivent être respectées (conformément aux directives de l'OIT).
- Les exploitants doivent prouver leur légitimité (droit de cultiver les terres concernées) et ne pas porter atteinte aux droits reconnus ou coutumiers des populations indigènes. Le BMF salue tout particulièrement ce critère, car les grandes plantations rendent impossible l'usage traditionnel des terres par les communautés locales et permettent seulement à ces gens de travailler comme journaliers sur les terres qui leur ont été enlevées...
- Les moulins à huile doivent être conformes à la protection de l'environnement, de même que l'élimination des déchets.
- La Migros attache une grande importance à la transparence de la filière d'approvisionnement en huile de palme et exige naturellement un contrôle indépendant des plantations.

Au BMF, nous sommes d'avis que l'huile de tournesol ou le beurre indigène sont préférables, ne serait-ce qu'en raison des trajets de transport. S'il faut de l'huile de palme, on choisira celle de la Migros ou des produits bio certifiés, à l'étiquetage détaillé.

Par vos **achats sélectifs**, vous pouvez amener d'autres producteurs et commerces de denrées alimentaires à attacher l'attention souhaitable à la problématique de l'huile de palme. Une chance à saisir!

Les investissements – un autre moyen de pression

Ces dernières années, diverses banques ont accordé des grands crédits à des firmes exploitant des planta-



Fruits du palmier à huile pour les besoins domestiques.

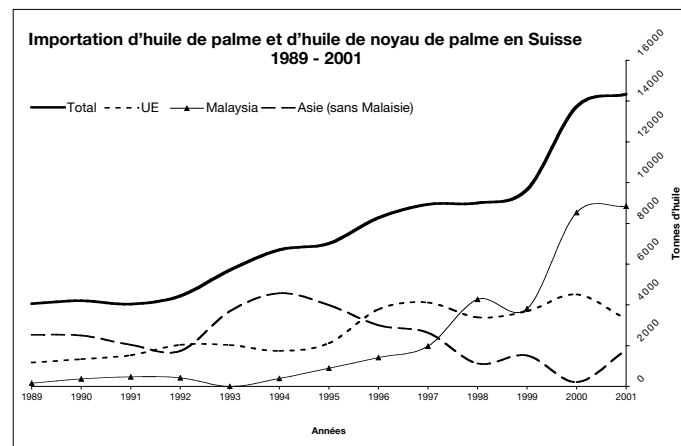
tions, sans se soucier des dommages causés à l'environnement. Or, le rapide développement des plantations en Indonésie n'est possible qu'avec des investissements massifs de l'étranger. Des ONG hollandaises et indonésiennes ont donc utilisé ceux-ci comme moyen de pression. Ainsi, les quatre plus grandes banques des Pays-Bas (ABN-Amro, Fortis, ING, Rabobank) ont décidé de ne plus accorder de crédits qu'à des plantations de palmiers à huile remplissant les quatre conditions suivantes:

- pas de déboisement de forêt pluviale, au cours des années précédentes, sur les parcelles prévues
- pas de défrichage par le feu
- respect des lois indonésiennes et des conventions internationales concernées
- respect des droits des communautés locales.

Par ailleurs, l'ABN-AMRO et la Rabobank ont émis des directives plus sévères, excluant l'octroi de crédits à des firmes qui détruisent ou laissent détruire des forêts vierges, ou sont compromises dans des déboisements illégaux.

Quand d'autres banques européennes, mais aussi des institutions financières internationales comme le FMI, se montreront-elles aussi clairvoyantes?

Autres informations: Robin Wood Magazin N° 70 (mars 2001); WRM Bulletin 47 (www.wrm.org.uy/); www.miosphere.ch/f/; www.focusonfinance.org/Dutch-banks2.htm; Statistiques du commerce extérieur de la Suisse.





Tant qu'il n'y avait pas de routes dans leur forêt, les Pygmés du Bassin du Congo vivaient bien.

Le directeur de l'OIBT en Suisse

jk – De nombreux représentants d'autorités politiques et des ONGs se sont rendus à Berne le 2 mai 2002, invités par le Secrétariat d'État à l'économie (seco) à participer à une table ronde en compagnie de l'OIBT. Déguisés en animaux de la forêt vierge, des militants du BMF et de la GfbV (Société pour les peuples menacés) les y attendaient. La Suisse assure cette année la présidence du Conseil international des bois tropicaux. A cette occasion, le directeur de l'OIBT, M. Sobral, est venu personnellement en Suisse. Une fois de plus, ce jour-là, nous avons entendu la rengaine habituelle du seco: seul le commerce peut protéger la forêt tropicale. A tort, le seco continue par ailleurs de prétendre (avec une malveillance certaine, car sur ce point, nous le corrigeons depuis 10 ans) qu'une déclaration d'origine obligatoire du bois est contraire aux conventions internationales.

Selon M. Sobral, le commerce des bois tropicaux n'a rien à voir avec la destruction des forêts tropicales. Quand l'objectif 2000 de l'OIBT sera-t-il atteint? M. Sobral n'en a pas la moindre idée. Pessimiste, il a déclaré lors de la conférence de presse qu'il n'y aura certainement plus que du bois tropical «durable» sur le marché quand il ne restera plus de forêts naturelles, mais seulement des plantations...

Les «animaux de la forêt vierge» ont aussi reçu les membres du Parlement invités par le seco.

Si l'OIBT ne montre pas une volonté manifeste de se réformer dans le sens de nos revendications, nous demanderons le retrait de la Suisse et remettrons au Conseil fédéral notre pétition munie déjà de près de 6000 signatures.

Action à Berne, 2 mai 2002



Pour une meilleure OIBT – Lettre du BMF au directeur

Bâle et Berne, le 2 mai 2002

A l'attention de M. Manoel Sobral Filho

Monsieur,

... Je tiens d'abord à vous remercier des marques de sympathie témoignées à l'occasion de la disparition de Bruno Manser, dont le sort demeure inconnu et qui nous manque toujours beaucoup.

Par ces lignes, nous voudrions vous exprimer très clairement notre position – à vous et à l'OIBT – sans nous référer de manière détaillée au contenu de votre lettre.

L'OIBT est une organisation qui regroupe des gouvernements dans le but (entre autres) d'instaurer une gestion des forêts éco- et socio-compatible. Pour réformer l'économie forestière destructrice, l'OIBT a misé sur la volonté déterminée des gouvernements d'adapter leurs bases légales et de les appliquer. Seul devait être mis sur le marché, dès l'an 2000, du bois tropical produit dans le cadre d'une exploitation forestière durable.

Nous savons que cet objectif n'a en aucune manière été atteint. Pratiquement rien n'a changé par rapport aux années 1980: les membres de l'OIBT continuent d'exporter presque exclusivement du bois tropical issu du pillage de forêts primaires. Les pays membres de l'OIBT, qui s'étaient engagés à réaliser l'objectif d'une sylviculture durable – et donc l'OIBT en tant que représentante de leurs intérêts – sont responsables de 95% du commerce international des bois tropicaux. Les causes de cet échec sont connues: bien que l'OIBT ait fait beaucoup d'efforts pour atteindre l'objectif «2000 goal», elle n'est pas parvenue à orienter de manière déterminante les législations nationales et l'économie privée vers le développement durable, ni à imposer un moratoire sur les formes destructrices d'exploitation en attendant l'introduction de méthodes moins brutales. A l'évidence, on peut déduire de cet échec que dans ce domaine, la volonté des gouvernements et des entreprises responsables n'existe pas, contrairement aux affirmations de l'OIBT. En ces temps où une économie axée sur le court terme prime sur la politique, cela n'a rien d'étonnant, notamment quand on connaît les relations étroites qui lient les milieux économiques aux milieux politiques dans les pays producteurs de bois tropicaux.

Le seul succès de l'OIBT est la création d'aires protégées, soustraites à l'exploitation. Mais cela ne peut être une tâche prioritaire d'une organisation intergouvernementale de politique commerciale et économique. Dès que le principe est acquis, l'OIBT n'a d'ailleurs plus à s'en occuper: la mise en œuvre est assurée par d'autres organisations, notamment le WWF. En dehors de ces zones de protection, les forêts tropicales humides continuent d'être détruites. On en conclut forcément que l'OIBT a failli à sa tâche, donc qu'elle est inutile.

Venons-en aux certifications. Vous le savez, une nouveauté est d'abord ridiculisée, puis combattue et finalement «appropriée». Il en est ainsi de la certification: d'abord, on s'est moqué des ONG, puis on leur a mis des bâtons dans les roues. Aujourd'hui, l'industrie s'efforce par tous les moyens d'imposer sur le marché ses propres certifications (moins strictes).

[...] Cette évolution montre que l'industrie des bois tropicaux ne change que sous l'effet de pressions économiques. C'est uniquement grâce à des campagnes internationales d'information et aux boycottages qu'il existe aujourd'hui dans le monde industrialisé de nombreux consommateurs conscients de leurs responsabilités et un marché croissant pour du bois (et du bois tropical) produit selon des critères socio-écologiques et selon le principe du développement durable. Si les sociétés d'exploitation de bois tropicaux et les gouvernements qui les protègent n'ont jusqu'à présent montré aucun intérêt pour les aspects sociaux et écologiques, ils démontrent au moins un intérêt économique pour ce nouveau marché. Cela prouve que l'industrie des bois tropicaux ne peut être amenée au changement que par des mesures d'ordre commercial.

A ce jour, le Sarawak n'a observé aucune des recommandations émises par l'OIBT en 1990:

- La production annuelle de grumes «durable» admise par l'OIBT est de 9,2 millions de m³ (State Land et Permanent Forest PFE). Le Sarawak n'applique les recommandations qu'aux PFE, mais abat néanmoins entre 13 et 19 millions de m³ par année! [...]
- L'OIBT a souligné que l'exploitation de bois dans des régions à déclinivité supérieure à 60% cause des dommages environnementaux irréparables; même les dispositions du Sarawak sur l'exploitation forestière interdisent de telles interventions, mais à ce jour, l'industrie du bois du Sarawak n'en tient nullement compte.
- L'OIBT a recommandé au Sarawak de cesser l'abattage de bois dans les régions occupées par des indigènes jusqu'à ce que les conflits soient réglés. Cette recommandation n'a jamais été prise en compte par le Sarawak.
- L'OIBT a recommandé au Sarawak de créer des réserves pour les Penan. Tout ce que le Sarawak a fait a été d'annoncer son intention de créer deux réserves; mais la coupe de bois s'est poursuivie! Les Penan ne possèdent toujours pas de titre de propriété pour leur territoire, ce que prévoit pourtant la constitution malaisienne.

Tous ces faits doivent conduire à reconsidérer le statut de l'industrie du bois du Sarawak, et à redéfinir son quota de production durable de bois.

Nous savons tous deux, M. Sobral, que dans peu d'années, les dernières forêts tropicales intactes auront disparu pour toujours, avec leur biodiversité en grande partie encore inexplorée et leur fonction stabilisatrice pour le système climatique planétaire. **Les forêts vierges n'ont pas le temps d'attendre, il faut que l'OIBT se décide.**

C'est dans ce contexte que doivent être comprises nos requêtes à l'OIBT. Nous attendons d'elle qu'elle opte pour les mesures et recommandations suivantes:

Moratoire sur l'exploitation industrielle:

1. L'arrêt immédiat de l'exploitation industrielle des forêts primaires jusqu'à ce que les surfaces protégées et les surfaces exploitables soient définies au plan international.
2. L'arrêt immédiat de l'exploitation industrielle dans les régions occupées par des groupes ethniques locaux.

Transparence maximale du commerce du bois:

3. Tous les pays membres de l'OIBT introduisent l'obligation d'étiqueter clairement le bois et les produits en bois, selon leur espèce et leur provenance.

En outre, l'OIBT permet et recommande aux pays membres de prendre des mesures commerciales restrictives, par exemple de décréter un moratoire sur l'importation de bois et de produits en bois provenant

4. de forêts primaires
5. de pays qui ne maîtrisent pas l'abattage illégal de bois
6. de pays dans lesquels les droits coutumiers et les droits de l'homme des populations locales ne sont pas respectés par l'industrie du bois.

Enfin, l'OIBT peut jouer un rôle important en encourageant par exemple

7. la restauration de zones forestières dégradées
8. une exploitation durable des forêts secondaires
9. une exploitation étendue et durable des produits forestiers autres que le bois.

Si à Bali – jusqu'à fin mai 2002 – l'OIBT ne prend pas de claires décisions dans ce sens, nous demanderons que la Suisse se retire de l'organisation et que celle-ci soit dissoute. Si l'OIBT ne remplit pas enfin son mandat, elle perdra toute crédibilité et ne sera plus un instrument indépendant pour l'amélioration de l'économie forestière tropicale, mais seulement une organisation de lobbying complice des grands destructeurs de forêt pluviale!

Voulez-vous vraiment qu'il ne reste plus de forêt tropicale dans quelques décennies?

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations les meilleures
(signé) John Künzli, secrétariat

Les importations suisses de bois tropicaux

db – En 2001, les importations suisses de bois provenant des régions tropicales ont reculé de 1779 tonnes, s'établissant à un total de 20 285 tonnes. Cette baisse ne concerne que les grumes, car l'importation de bois de sciage et de contre-plaqués, ainsi que de produits finis et semi-finis a continué de s'accroître (dans le diagramme, tous ces produits sont inclus sous la rubrique bois de sciage).

Après avoir acheté toujours plus de bois tropicaux dans les années 1998–2000, les consommateurs suisses seraient-ils soudain devenus raisonnables? La réponse est plutôt à rechercher dans la situation du marché suisse du bois («Lothar»). Et en fin d'année, on notait un ralentissement de l'économie mondiale. Le Sarawak a également diminué ses exportations de bois de 20% par rapport à l'an 2000.

Par une situation économique redevenue meilleure, il faudra hélas s'attendre à ce que les importations de bois des tropiques reprennent l'ascenseur. En outre, les aménagements intérieurs en bois tropical paraissent à nouveau «politiquement corrects»: un résultat de la confusion qui règne dans le domaine des labels? *Source: Statistique du commerce extérieur de la Suisse 2001; Sarawak Tribune du 21 avril 2002.*

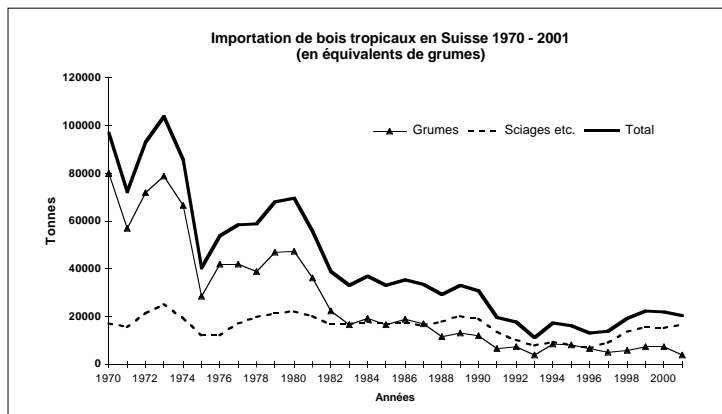


Table ronde chez Brunegg Portes SA

jk – A l'invitation de la Brunegg SA, plusieurs représentants de l'industrie suisse des portes, l'industrie africaine des bois tropicaux, l'administration fédérale et des ONG se sont rencontrées le 12 mars pour un échange de points de vue.

La firme Brunegg ne justifie pas son consommation de bois tropicaux par des arguments économiques ou techniques: la différence de prix (l'ayous coûte 9% de moins que l'épicéa) n'a guère d'influence sur le prix final d'une porte et, grâce à de nouvelles techniques, les bois indigènes répondent parfaitement aux exigences de l'entreprise. Son attachement aux bois tropicaux s'explique plutôt par sa fidélité aux fournisseurs et aux méthodes d'usinage traditionnelles.

La Brunegg SA n'est donc guère disposée à renoncer à l'ayous et au sipo africains (1200 m³/an, soit 7% de



Le Congo se transforme en meubles – par des Européens pour des Européens.

sa consommation totale de bois). Dans le même temps, le fournisseur allemand CIB se voit contraint d'exploiter une forêt de 12 000 km² au Congo-Brazzaville, et cela pour des «raisons sociales». Aussi le seco rappelle qu'il faut intégrer les pays tropicaux dans notre «premier monde».

Deux études du WWF et de l'UICN (Union mondiale pour la nature) concluent cependant que la firme CIB ne pratique pas une sylviculture durable au Congo. Par conséquent, le WWF et GREENPEACE demandent d'une part à la Brunegg SA de se fournir en bois tropicaux FSC et d'autre part à la CIB de respecter les normes FSC. Ce respect, la CIB le juge impossible en Afrique. **Finalement, le BMF attend de la Brunegg qu'elle renonce aux bois tropicaux et n'utilise que des bois de Suisse ou des pays voisins.**

Tous les participants à cette table ronde sont acquis à l'idée de la conservation de la biodiversité. Le dialogue ouvert à cette occasion constitue donc un motif d'espoir. Ce qui paraît un peu incongru dans cette histoire, c'est que l'aide allemande au développement finance à hauteur de 690 000 euros le plan de gestion forestière de la CIB, qui réalise pourtant de juteux bénéfices au Congo depuis les années 1960 – et selon les lois congolaises, l'établissement de ce plan est à la charge de l'entreprise exploitante!

Bâle: un bac sans bois tropical

jk – Les quatre bacs bâlois sont très appréciés et fréquemment utilisés par les gens de l'endroit et les touristes pour passer de manière traditionnelle du Grand au Petit Bâle. Bruno aimait aussi cette façon très ancienne de franchir le fleuve. Or, en mars, la société d'utilité publique «Basler Fähri-Verein» annonça que le bac de St-Alban «Wilde Maa», serait remplacé par un bac panoramique moderne, vitré sur le pourtour et doté d'un plancher en teck.

Le BMF a réagi en invitant la société à renoncer au bois tropical. C'était un peu tard, la construction du nouveau bac ayant déjà débuté. Notre joie a été d'autant plus vive quand le 3 mai la société nous a communiqué qu'elle renonçait au teck: après avoir étudié la problématique des bois tropicaux, les responsables ont décidé unanimement de renoncer au bois tropical pour des raisons écologiques et de le remplacer par du bois indigène.

Le BMF félicite de tout cœur pour cette décision qui dénote un sens aigu des responsabilités!

En souvenir de Bruno

jk – Comme chez les Penan (au Sarawak), en Appenzell, à Bâle, Berne et Genève, des manifestations en souvenir de Bruno se sont aussi déroulées à Paris et Londres. Le 24 janvier, le Muséum d'histoire naturelle de Paris a présenté le film «Sarbacanes contre bulldozers». Le nombreux public présent a en outre reçu des informations de première main du Penan Balang Nalan (de la région du fleuve Baram, Sarawak, venu en Europe pour la première fois) sur la situation désolante de son peuple.

Ensuite, Balang Nalan et Mutang Urud (en exil au Canada depuis sa fuite du Sarawak en 1992) se sont rendus à Londres pour assister à la plantation d'un châtaignier à Hyde Park, le 31 janvier. La cérémonie a eu lieu sous le haut-patronage du prince Charles «**pour Bruno Manser, qui a disparu en mai 2000 sur le cours supérieur du fleuve Limbang, au Sarawak, où il a lutté pour le refuge Penan**». Des compagnons de lutte et des amis proches de Bruno ont assisté à la cérémonie. L'arbre lui fera honneur: il peut atteindre 30 mètres de hauteur et jusqu'à 9 mètres de diamètre; et quand les conditions lui conviennent, il produit des fruits très nourrissants.



Hyde Park, Londres;
31 janvier 2002: Amis et
compagnons accrochent
des bracelets au sommet
du châtaignier.

Vernissage et remise de distinctions à Olten

jrd – Au soir du 11 janvier 2002 s'est déroulé au Musée d'histoire naturelle d'Olten le vernissage de l'exposition «La vie dans le paradis menacé – carnets de notes de Bruno Manser». A un public venu nombreux, le conservateur Peter Flückiger a expliqué pourquoi les forêts tropicales humides sont menacées et l'urgence qu'il y a de les protéger. Puis il a présenté les deux Penan, Telo Abing et Balang Nalan, qui venaient d'édifier pour l'exposition une hutte de nomades traditionnelle (avec toutefois du bois soleurois!).

Déléguées par leur commune, cinq personnes ont reçu du BMF une distinction consacrant l'engagement récent de leur localité de ne plus utiliser dans leurs bâtiments publics du bois provenant de forêts primaires (parmi ces communes, la dernière engagée: Rothenfluh BL).

L'exposition a maintenant fermé ses portes. «Un immense succès, confirme Peter Flückiger: elle a été visitée par 4700 personnes venues parfois de loin, dont de nombreuses classes d'écoles.» Les médias en ont aussi beaucoup parlé.

Exposition Bruno Manser à Berne:

«La vie dans le paradis menacé – carnets de notes de Bruno Manser»

Pendant six ans, le Bâlois Bruno Manser a séjourné chez les Penan, dans la forêt pluviale du Sarawak (Bornéo). Ce peuple encore en partie nomade vit de chasse et de cueillette. Durant tout ce temps, il a accumulé dans ses carnets de nombreux croquis et notes diverses sur la vie dans la forêt vierge et les diverses espèces qui la peuplent. Sous le titre «La vie dans le paradis menacé – carnets de notes de Bruno Manser», le Musée d'histoire naturelle de Bâle et le BMF ont préparé une impressionnante exposition, basée sur les textes et les croquis de Manser. Elle pourra être visitée durant trois semaines à Berne (Kornhausforum, 24.8.–14.9.2002). Pour le jour de son ouverture (24 août), le BMF prévoit d'organiser une petite fête en l'honneur de Bruno.

Les dessins originaux et les reproductions de pages choisies des carnets de Bruno Manser constituent la partie principale de l'exposition. Ils illustrent le lien profond qui l'unit au peuple des Penan. Ces documents révèlent également aux visiteurs quelques aspects de sa fascinante personnalité. Des objets de la vie quotidienne des Penan complètent l'exposition.

Avec le déboisement brutal du Sarawak, de fortes menaces pèsent aujourd'hui sur l'espace vital des Penan – et donc sur leur identité. La majorité des Penan sont maintenant sédentarisés mais comme les nomades traditionnelle, ils dépendent de la forêt. L'exposition présentée à Berne met aussi l'accent sur notre co-responsabilité dans le pillage inconsidéré des forêts tropicales. Elle montre comment reconnaître facilement le bois tropical et propose des alternatives.

Appel à des volontaires pour s'occuper de l'exposition et du stand du BMF à Berne

ch – Le Bruno-Manser-Fonds cherche des personnes disposées à s'occuper bénévolement de l'exposition durant une ou plusieurs (demi-)journées à Berne, entre le 24 août et le 14 septembre 2002. Heures d'ouverture: mardi, mercredi et vendredi de 10 h à 19 h, jeudi de 10 h à 20 h, samedi de 10 h à 16 h. Si nous assumons la surveillance, nous sommes également autorisés à ouvrir les dimanches (de pluie).

Nous serions donc très heureux si de nombreux volontaires s'annonçaient pour surveiller l'exposition et s'en occuper durant les trois semaines où elle sera au «Kornhausforum» à Berne.

Notre campagne communale se poursuit

jrd – Trois nouvelles communes ont décidé de ne plus utiliser du bois provenant de forêts vierges dans les constructions publiques: Meierskappel LU, Kappel SO et Hägendorf SO. En Suisse, elles sont désormais au nombre de 305. Six cantons se sont également prononcés dans ce sens. Tous contribuent ainsi à sauver les dernières forêts primaires. Si votre commune a déjà pris des dispositions semblables sans figurer sur la liste du BMF, veuillez le communiquer à notre secrétariat. Merci!

Notre campagne communale inspire aussi des localités situées au-delà de nos frontières. Ainsi, la ville d'Illkirch-Graffenstaden (en Alsace) a pris cet engagement et l'a communiqué à l'occasion de la présentation d'un film sur l'orang-outan, un animal aujourd'hui très menacé.

Des exemples à suivre

jrd – A Neuchâtel, en janvier, l'étudiant en biologie Ervan Rutishauser a organisé avec des amis une soirée d'information au profit du BMF. A cette occasion fut projeté le film toujours actuel «Sarbacanes contre bulldozers», tandis que le directeur du Papiliorama-Nocturama de Marin M. Caspar Bijleveld, présentait un projet de protection de la forêt au Belize. Cette manifestation a permis de remettre au BMF 1330 francs pour la poursuite de son travail.

En avril, les confirmands de Stein-Hemishofen ont organisé un repas de parrainage au profit du BMF, avec apéro, salades, «spagettata» et desserts. Les jeunes ont eu du plaisir à préparer tout cela, et les participants ont apprécié le repas. Les confirmands ont ainsi pu faire au BMF un don de Fr. 1069.10. Que tous les participants – notamment le pasteur Frieder Tramer – soient ici cordialement remerciés.

Nouvelle présentation (trilingue) du BMF sur son site Internet

ch – Par un effort tout particulier, nous sommes enfin en mesure, dès mi-juin, de présenter de manière claire et en trois langues (allemand, français et anglais) nos pages les plus importantes sur Internet. Afin de ne pas dépasser le cadre prévu, les nombreuses anciennes pages du BMF resteront disponibles par le biais des archives du Web. Gracieusement programmée par Michel Bovey, la recherche par mots-clés s'avèrera certainement très pratique. N'hésitez pas à jeter à nouveau un coup d'œil sur notre site www.bmf.ch!



A nouveau disponibles: les petits sacs en rotin des Penan

jrd – Une nouvelle livraison de petits sacs en rotin vient de nous parvenir du Sarawak. Tressés à la main par des Penan, ils sont de format légèrement variable et de motifs divers. Taille et prix moyens: voir carte de commande.

Les pochettes à glissière des Penan (env. 20 x 21 cm; voir photo) sont toujours disponibles (Fr. 14.–/pièce + frais d'envoi), de même que les bracelets traditionnels en rotin, également fabriqués par les Penan... et portés aussi par des hommes. Nous offrons des rabais de quantité!

Participe aux activités du Bruno-Manser-Fonds en Suisse romande!

As-tu envie de t'engager ...

... pour l'environnement

... contre le pillage et la destruction des forêts tropicales

... pour les droits des peuples indigènes?

Si oui, inscris-toi auprès du BMF. Deux personnes se sont déjà annoncées en Suisse romande (à Neuchâtel et Évian FR). Nous cherchons encore d'autres militants dans cette région. Tu peux aussi te renseigner sur les activités prévues. Ainsi, la campagne communale du BMF (relative à l'utilisation de bois tropicaux dans les constructions publiques) doit encore se développer dans les cantons romands.

Alors, c'est d'accord?

Silvia Kaspar de Bâle lance aussi un appel pour créer un groupe de militants dans la région bâloise. La tenue d'un stand BMF est prévue cet automne à Liestal. D'autres idées d'actions concrètes seront les bienvenues.

Impressum

Tong Tana – Journal du Bruno-Manser-Fonds (BMF)

Association pour les peuples de la forêt pluviale

Heuberg 25, CH-4051 Bâle, Suisse

Téléphone 061 261 94 74

Téléfax 061 261 94 73

E-Mail: info@bmf.ch

Internet: <http://www.bmf.ch>

Rédaction: John Künzli, J. Rudolf Dietrich

Auteurs: J. Künzli (jk), Dominik Bucheli (db), J.R. Dietrich (jrd),

Claude Haltmeyer (ch), Silvia Kaspar

Photos: BMF, J. Künzli, J.R. Dietrich, M. Studer, des militants penans

Graphique: D. Bucheli

Dessin du frontispice: Bruno Manser

Traductions: Robert Gogel (français), Nicole Widmer, Katelijne de Frankrijker, Susan Gut (anglais)

Tirage: 5500 (3400 en allemand, 1300 en français et 800 en anglais)

Paraît trois fois par années

Composition et impression: Gremper AG, Bâle

Et n'oubliez pas: Nous avons un urgent besoin de votre soutien financier. Merci de tout cœur!

Pour les dons:

Suisse: La Poste Suisse, Bâle CCP n° 40-5899-8

Coop-Bank, 4002 Bâle, compte 421329.29.0000-5

France: La Poste, Strasbourg, CCP n° 2.604.59T

Allemagne: Deutsche Bank, Lörrach (BLZ 683 700 34) compte 1678556